

**CENTRE DE TRADUCTION ET DE
TERMINOLOGIE JURIDIQUES (CTTJ)**
Faculté de droit
Université de Moncton, campus de Moncton

<p>RAPPORT ANNUEL au 30 avril 2019</p> <p>PRÉSENTÉ AU SÉNAT ACADÉMIQUE</p>

Téléphone : 506-858-4145 Courriel : cttj@umoncton.ca Site Web : www.cttj.ca

1. BILAN

a) Objectifs fixés pour 2018-2019 et résultats obtenus

(i) Poursuivre l'œuvre de francisation et d'uniformisation du vocabulaire de la common law.

- Dans le cadre du Réseau des centres de jurilinguistique rattachés aux universités de Moncton, d'Ottawa, de McGill et de St-Boniface, nous avons poursuivi les travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law qui étaient en cours dans le domaine de la **résolution extrajudiciaire des différends**. Nous avons en outre commencé les travaux terminologiques en matière de **violence familiale**, le nouveau domaine à l'étude. Ces travaux ont suscité beaucoup d'intérêt de la part des organismes communautaires et des juristes du domaine, qui est affligé par une grande incertitude terminologique. L'organisme Action ontarienne contre la violence faite aux femmes, qui mène la campagne « Undroitdefamille.ca », s'est jointe à notre Comité des utilisateurs, qui joue un rôle consultatif dans le processus de création et de normalisation du vocabulaire. Par ailleurs, à la fin 2018, nous avons conçu et mis en œuvre un **projet pilote de normalisation ponctuelle**, en vue de répondre aux besoins terminologiques ponctuels des utilisateurs, peu importe le domaine de droit visé. Ce projet, auquel la communauté juridique dans son ensemble a été invitée à participer, a jusqu'ici mis en cause près d'une centaine de termes dans divers domaines de droit. Le CTTJ mène ce projet et rédige les dossiers d'analyse. Le CTTJ coordonnait, en plus, tous les travaux décrits ci-dessus pour le réseau.
- Nous avons en outre poursuivi les travaux de révision et d'enrichissement de JURITERM, la banque terminologique de la common law du CTTJ, consultable sur le site Web du CTTJ. Nos recommandations paraissent également dans la banque de terminologie TERMIUM PLUS® du gouvernement fédéral.

(ii) Travailler à l'avancement de la jurilinguistique française.

- Le Centre a poursuivi la diffusion du *Juridictionnaire* (recueil des difficultés et des ressources du français juridique). Le *Juridictionnaire* est consultable gratuitement en ligne sur le site du CTTJ et figure également parmi les outils d'aide à la rédaction sur le

site de TERMIUM PLUS®. Selon les statistiques récentes du Bureau de la traduction du Canada, le *Juridictionnaire* figure parmi les trois outils les plus consultés parmi tous les outils linguistiques disponibles sur leur site Web.

- Le Centre a continué à alimenter son site Web, sur lequel il diffuse entre autres des *Actualités jurilinguistiques*, une *Veille documentaire* et les dossiers d'analyse rédigés dans le cadre des travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law. La directrice du Centre a continué à exploiter le réseau professionnel LinkedIn afin d'assurer une plus large diffusion et un meilleur partage des nouvelles et des ressources provenant du CTTJ et des autres membres du Réseau des centres de jurilinguistique.

(iii) Apporter une aide aux personnes soucieuses de s'exprimer correctement en français juridique.

- Le Centre a fourni des services d'aide à la rédaction juridique et donné des séances d'information sur les outils disponibles à cette fin.

(iv) Contribuer de façon générale à l'avancement du bilinguisme officiel dans les secteurs public et privé.

- Le Centre a continué d'être le principal traducteur, pour le compte du gouvernement du Nouveau-Brunswick, des **décisions de justice** publiées dans les deux langues officielles. Parmi ses autres travaux à contrat, il a aussi traduit plusieurs **lois, règlements et règles**, notamment pour le compte du gouvernement de la Saskatchewan et de divers ordres professionnels, ainsi que des **arrêtés municipaux**, et fourni des **services d'expert** en jurilinguistique, notamment au gouvernement de la Colombie-Britannique et au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien concernant les accords avec des peuples autochtones.

(v) Collaborer avec d'autres organismes à la réalisation d'objectifs communs.

- Le Centre a collaboré avec divers partenaires à la réalisation de divers objectifs communs, notamment en matière de formation dans le domaine de la justice, de normalisation du vocabulaire français de la common law et de production et de diffusion d'outils jurilinguistiques.
- La directrice du Centre a participé aux réunions du **Réseau national de formation en justice (RNFJ)**, ainsi qu'à celles de son Comité directeur, et aux réunions du comité de gestion de l'**Observatoire international des droits linguistiques**, du **Comité consultatif sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles**, du **Comité directeur des travaux de normalisation** et du **Comité pour l'excellence en français juridique**.

- Le Centre a collaboré avec le **Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé** dans l'organisation du **12^e Institut d'été de jurilinguistique**. Sa directrice y a donné une présentation.

b) Mandat du Centre

Créé par la Faculté de droit en 1979, le CTTJ a pour mission de travailler à l'aménagement du français juridique au Canada par la production de documents et d'outils qui facilitent l'apprentissage et l'exercice de la common law en français. Le CTTJ assure ainsi aux collectivités francophones du pays un accès accru aux services juridiques dans leur langue, tout en collaborant, à l'échelle mondiale, à l'avancement du français dans les institutions juridiques et les échanges commerciaux.

c) Ressources humaines et infrastructure

Karine McLaren, trad. a., avocate, a occupé les fonctions de directrice du Centre et aussi de chercheure et professeure à la Faculté de droit. **Cécile Bourque** était responsable des services administratifs. Avec le doyen de la Faculté, ils formaient le **comité de gestion**.

Gérard Snow, C.M., trad. a., avocat, occupait les fonctions de juriste-conseil et collaborait aux travaux de révision et de traduction. **Nadine Langis**, trad. a., était réviseure et juriste-conseil. **Micheline Boudreau** était terminographe. **Denise Richard-LeBlanc**, trad. a. assurait la révision des décisions de justice avec la collaboration de Nadine Langis. **Marie-Claude Desrosiers** a été embauchée le 19 février 2019 à titre de traductrice-réviseure. **Catherine Boulet** assurait les services de lectrice-correctrice à contrat. Le secrétariat était assuré par **Debbie Maillet**.

Le CTTJ travaille en outre avec un réseau de jurilinguistes, qui effectuent des travaux de recherche et de traduction à titre de consultants ou de pigistes. Le Centre a travaillé à la formation continue de plusieurs pigistes cette année.

Le Centre est conseillé par un **comité d'orientation** présidé par le doyen de la Faculté de droit.

d) Activités de recherche et de développement

(i) Programmes et projets principaux de recherche et de développement

Grâce au soutien financier de Justice Canada, le CTTJ a pu continuer d'élaborer une terminologie française de la common law, notamment en participant aux travaux de normalisation à l'échelle nationale, en enrichissant sa banque de terminologie, et en actualisant ses autres produits et en en assurant la diffusion continue.

(ii) Diffusion de la recherche

Les produits suivants peuvent être consultés sur le site du CTTJ (www.cttj.ca) :

- (1) **JURITERM** (banque terminologique de la common law), qui compte plus de 18 000 entrées consultables gratuitement sur ordinateur personnel ou appareil mobile.
- (2) Le *Juridictionnaire* (recueil des difficultés du français juridique). Disponible en outre sur **TERMIUM PLUS**[®].
- (3) Le *Répertoire des appellations en usage dans les régimes de common law* (anglais-français).
- (4) Les *Actualités jurilinguistiques*.
- (5) La *Liste d'outils linguistiques pour la traduction juridique au Canada*.
- (6) La *Liste des monographies et articles sur la jurilinguistique française*.
- (7) Les dossiers terminologiques servant aux travaux de normalisation.

e) Autres activités

En plus d'effectuer des travaux de recherche, le CTTJ fournit à contrat des services de traduction, d'adaptation et de consultation comme ceux mentionnés plus haut.

f) Financement

Les travaux **de recherche et de publication** sont subventionnés, pour la plupart, par le ministère de la Justice du Canada dans le cadre du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles, tandis que les services **de traduction et d'expertise** sont généralement fournis à contrat. Les recettes du CTTJ au dernier exercice ont été de 207 937 \$ en subventions et de 517 654 \$ en contrats, pour un total de 725 591 \$.

2. PERSPECTIVES D'AVENIR

Le CTTJ prévoit poursuivre dans la voie actuelle, contribuant toujours à la promotion de l'égalité linguistique et à l'aménagement du français en matière de services juridiques. Le Centre est extrêmement bien positionné et coté dans ses domaines d'expertise et est très actif et productif parmi les centres de jurilinguistique canadiens. Il est en outre le seul à produire des outils scientifiques et se démarque par la fiabilité de ses outils et la qualité reconnue de ses travaux. En outre, la participation active de sa directrice à diverses conférences et forums a permis au Centre de nouer et d'entretenir des rapports stratégiques et utiles au Centre, ses perspectives d'avenir en étant fortifiées.

3. OBJECTIFS POUR L'ANNÉE 2019-2020

Le Centre prévoit poursuivre ses activités de recherche jurilinguistique et de production lexicographique et continuera d'offrir les divers services décrits ci-dessus.

Projet pancanadien de traduction de décisions judiciaires unilingues

Grâce notamment aux interventions de la directrice et aux dialogues entretenus avec le ministère de la Justice à ce sujet, le Conseil du trésor a pour la première fois accepté de financer un projet

pancanadien de traduction de décisions judiciaires unilingues et le CTTJ a été chargé de mener ce projet à court préavis pour des raisons liées à la date de la fin de l'exercice financier du gouvernement fédéral. Le CTTJ a répondu à l'appel et, après avoir obtenu le financement additionnel nécessaire au cours du présent exercice, a compilé, en consultation avec l'ensemble de la communauté juridique canadienne (tribunaux, barreaux, avocats, facultés de droit), une liste initiale de décisions judiciaires unilingues méritant traduction dans l'autre langue officielle. Le CTTJ a depuis présenté une demande de financement pour la mise en œuvre de la deuxième phase du projet, qui vise la traduction et la publication de ces décisions au cours des quatre prochains exercices (300 000 \$ par exercice). Il est à noter que ce financement s'additionnera à la subvention que le CTTJ reçoit annuellement pour effectuer son programme d'activités lexicographiques usuel, qui se chiffre normalement autour de 200 000 \$ par année.

Révision/traduction des contenus pédagogiques créés par les membres du RNFJ

Par ailleurs, le RNFJ s'est penché cette année sur la planification du matériel technologique nécessaire pour le rayonnement des formations et des outils offerts par ses membres. Le rapport, rédigé par le Groupe des technologies de l'apprentissage de l'Université de Moncton (GTA), qui dresse un budget de près de 13 000 000 \$, a été présenté à Innovation, Sciences et Développement économique Canada en vue de l'obtention du financement nécessaire. Grâce aux interventions de la directrice au sein du RNFJ, il est envisagé que le CTTJ joue un rôle clé en assurant notamment la révision et/ou la traduction des contenus pédagogiques de tous les membres du RNFJ, ce qui nécessitera l'embauche et la formation de personnel.

Projet de résumés d'arrêtés

La directrice a entrepris des discussions avec la direction du Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé (Université McGill) concernant un projet de rédaction de résumés d'arrêtés, comportant un volet common law et droit civil, la possibilité de financement d'un tel projet ayant été évoquée au cours de discussions avec l'équipe de Direction des langues officielles. Ce projet est susceptible d'interpeller, en plus du CTTJ, bon nombre de professeur(e)s en droit dans leurs domaines d'expertise particuliers.

4. REMERCIEMENTS

Nous remercions **l'Université** et **la Faculté de droit** ainsi que **Justice Canada** de leur appui indéfectible aux travaux du CTTJ dans le domaine de la jurilinguistique appliquée. C'est avec beaucoup de satisfaction que nous constatons que nos travaux servent, de par leur qualité et leur utilité, au rayonnement de notre université et à l'avancement de la société acadienne et de la francophonie canadienne, tant sur le plan pancanadien qu'à l'échelle internationale.

La directrice du CTTJ,

Karine McLaren